ML. L. 6942/1.

- 1 -

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 8 décembre 1959, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "modifiant le régime d'accise des huiles minérales", a donné le 9 décembre 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e december 1959 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het accijnsregime van minerale olie", heeft de 9e december 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi contient quatre articles dont le premier tend à ratifier l'arrêté royal du 26 novembre 1959; les second et troisième modifient respectivement les articles 10 et 12 des dispositions légales relatives au régime d'accise des huiles minérales ,tandis que le quatrième contient l'entrée en vigueur des deux articles précédents. Ainsi composé, le projet de loi est incomplet.

L'article 39, § 1er, de la loi du 19 mars 1951 concernant les accises dispose :

"En vue de l'application anticipée des changements qui doivent être apportés d'urgence aux droits d'accise, le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des Ministres, prescrire toutes mesures y compris le versement provisoire des droits qui seront établis par la loi.

Le Roi saisira les Chambres législatives, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de leur plus prochaine session, d'un projet de loi tendant à apporter aux droits d'accise les changements en vue desquels des mesures ont été prescrites par application de l'alinéa 1er".

Sur la base de ces pouvoirs, un arrêté royal du 26 novembre 1959 a prescrit que le droit d'accise sur les huiles minérales serait "provisoirement" perçu à des taux majorés.

.../...

Le projet de loi ratifie cet arrêté royal et couvre ainsi l'application qui en a été faite.

L'intention du Gouvernement est de rendre définitives les mesures qu'il a provisoirement arrêtées. Pour atteindre ce but, il ne suffit pas de ratifier l'arrêté royal, mais il convient qu'une loi apporte "aux droits d'accise les changements en vue desquels des mesures ont été prescrites", ainsi que l'exprime l'article 39 ci-avant énoncé de la loi du 19 mars 1951.

Cet article 39 permet uniquement au Gouvernement de prendre des mesures provisoires anticipant sur un projet de loi qu'il a l'intention de soumettre aux Chambres législatives .

Le projet de loi devrait, dès lors, être rédigé en s'inspirant de celui que le Gouvernement a déposé le 4 août 1959 (Doc. parl. Chambre, session 1958-1959, n° 322/1), c'est-à-dire que les articles de l'arrêté royal du 26 novembre 1959 doivent être repris dans le projet avec les adaptations convenables. Quant à la ratification de l'arrêté royal, elle ne doit valoir que pour le passé et doit cesser ses effets au jour de l'entrée en vigueur de la loi en projet.

On distingue dans cet arrêté, les articles 1er, 2, 3, 4 et 9 qui ont pour objet de modifier les droits d'accise sur les huiles minérales, des articles 5, 6, 7 et 8 qui ne sont que des dispositions transitoires destinées à permettre l'imposition des stocks

existant à la date du 30 novembre 1959, au matin. Le premier groupe d'articles doit être introduit dans les lois coordonnées relatives au régime d'accise des huiles minérales, si l'on veut que cette coordination conserve sa valeur.

Pour assurer la continuité de l'interprétation, il convient que les dispositions nouvelles soient rédigées sur le modèle de celles qu'elles doivent remplacer si aucune raison sérieuse ne postule une autre rédaction. On devra ainsi parfois s'écarter des textes de l'arrêté royal du 26 novembre 1959.

\+

\+ +

Le tableau des subdivisions des huiles minérales devient de plus en plus complexe, ce qui alourdit les références qui y sont faites. C'est ainsi que l'article 2 de l'arrêté royal du 26 novembre 1959 renvoie à "l'article 1er, § 1er, b, 1, A et b, 3, A, II,a".

La compréhension des références serait facilitée si l'on adoptait pour les textes comportant de multiples subdivisions une classification décimale, ainsi qu'il est proposé ci-après.

\+

\+ +

L'article 9, alinéa 2,de l'arrêté royal du 26 novembre 1959 attribue au directeur général des douanes et accises le pouvoir de déterminer les conditions auxquelles sont soumises les opérations de

mélange d'huiles minérales légères avec des carburants gazeux. En tant que cette attribution concerne l'exercice du pouvoir réglementaire, il serait plus conforme aux principes de droit public qu'elle ne soit pas consentie à un fonctionnaire.

\+

\+ +

Il ne sera pas nécessaire de reproduire dans le projet de loi, les dispositions transitoires de l'arrêté royal qui concernent l'imposition des stocks. Celles-ci ne sont que le corollaire des modifications apportées aux droits d'accise. Leur application est couverte par la ratification de l'arrêté royal .

Compte tenu de ces observations, le dispositif du projet de loi pourrait être rédigé ainsi qu'il suit :

"Article 1er.-

L'article 1er des dispositions légales relatives au régime d'accise des huiles minérales, coordonnées le 22 mai 1957 et modifiées par la loi du 9 mai 1959, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er.- § 1er. Le droit d'accise et le droit d'accise spécial établis sur les huiles minérales provenant du traitement des huiles de pétrole, du lignite, de la tourbe, du schiste, etc ... qui sont fabriquées ou importées dans le pays, sont perçus aux taux suivants :

.../...

	Droit d'accise	Droit d'accise spécial
1. Huiles de pétrole brutes	exemption	néant
2. Autres.		
21. Huiles légères :		
211. destinées à des usages industriels	exemption	néant
212. destinées à d'autres usages	370 frs par hl à 15° C	75 frs par hl à 15° C
22. Huiles moyennes	40 frs par hl à 15° C	néant
23. Huiles lourdes :		
231. Huiles combustibles :		
2311. Gasoils	30 frs par hl à 15° C	10 frs par hl à 15° C
2312. Fueloils		
23121 utilisés comme matière première dans l'industrie...	exemption	néant
23122 destinés à d'autres usages	10 frs par 100 kg	néant
232. Huiles de graissage	10 frs par 100 kg	néant
233. Résidus liquides à 50° C	10 frs par 100 kg	néant
234. Autres	exemption	néant.

.../...

§ 2. Sont passibles des mêmes droits les produits analogues à ceux visés au § 1er dans lesquels les constituants non aromatiques prédominent en poids par rapport aux constituants aromatiques.

§ 3. Ne sont pas soumises aux droits d'accise fixés par le présent article, les huiles minérales visées au § 1er, qui distillent 90 p.c. et plus de leur volume jusqu'à 200 degrés centigrades et dans lesquelles les constituants aromatiques prédominent en poids par rapport aux constituants non aromatiques, qu'elles soient obtenues par la cyclisation du pétrole ou par tout autre procédé".

Article 2.-

A l'article 2 des mêmes dispositions légales, les mots : "des produits visés au b, 1, A, de cet article" sont remplacés par les mots : "des produits visés à l'article 1er, § 1er, 211 et 23121".

Article 3.-

L'article 3 des mêmes dispositions légales est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3. Décharge du droit d'accise et du droit d'accise spécial peut être accordée en cas d'exportation des produits visés à l'article 1er. Le Ministre des Finances est autorisé à fixer les conditions auxquelles la décharge est accordée".

.../...

Article 4.-

L'article 4 des mêmes dispositions légales est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 4. Les produits importés contenant des huiles minérales légères sont soumis à un droit d'accise et à un droit d'accise spécial fixés comme suit :

	Droit d'accise	Droit d'accise spécial
a) Produit contenant des huiles minérales légères inutilisables pour l'alimentation des moteurs.....	exemption	néant
b) Autres produits :		
1. Contenant en volume plus de 10 p.c.,mais pas plus de 50 p.c. d'huiles minérales légères.....	185 frs par hl	37,5 frs par hl
2. Contenant en volume plus de 50 p.c. d'huiles minérales légères.....	370 frs par hl	75 frs par hl".

Article 5.-

Un article 6bis, rédigé comme suit,est inséré dans les mêmes dispositions légales :

"Article 6bis. Les mélanges d'huiles minérales légères avec des carburants gazeux ou liquides autres que le benzol déclaré pour la carburation, sont passibles des droits prévus à l'article 1er, § 1er, 212.

Ces mélanges ne peuvent être effectués qu'aux conditions déterminées par le Ministre des Finances".

.../...

Article 6.-

L'article 10 des mêmes dispositions légales est remplacé par la disposition suivante :

"Article 10. Le Ministre des Finances est autorisé à déterminer les conditions auxquelles doivent répondre les huiles minérales visées à l'article 1er, § 1er, 212, détenues, vendues ou utilisées dans le pays pour les besoins de la traction automobile.

Il est également autorisé à prescrire toutes mesures quelconques en vue d'empêcher que les huiles minérales moyennes visées à l'article 1er, § 1er, 22, ne soient utilisées aux mêmes besoins, par mélange ou autrement".

Article 7.-

L'article 12 des mêmes dispositions légales est complété par la disposition suivante :

"Indépendamment des amendes infligées en application du présent article, le paiement des droits fraudés est toujours exigible".

Article 8.-

L'arrêté royal du 26 novembre 1959 relatif au régime d'accise des huiles minérales est ratifié. Il cesse ses effets à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

.../...

Article 9.-

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge ".

+

+ +

La Chambre est actuellement saisie d'un projet de loi modifiant le régime d'accise des huiles minérales (Doc. parl. session 1958-1959, n°322/1). Si ce projet devait ne pas être voté avant celui qui fait l'objet du présent avis, il y aurait intérêt à opérer la fusion des deux projets.

+ +

L'exposé des motifs signale que le Gouvernement luxembourgeois n'a pas marqué son accord pour l'application de l'ensemble des mesures envisagées par le Gouvernement belge. C'est pour cette raison que les majorations prévues à l'égard de la benzine et du gasoil se perçoivent sous la dénomination de "droit d'accise spécial".

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat n'a pu vérifier si cette rupture d'égalité entre les droits d'accise des deux pays est conforme aux conventions organisant l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Het ontwerp van wet heeft vier artikelen : een eerste tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 26 november 1959 ; het tweede en het derde tot wijziging van de artikelen 10 en 12 van de wetsbepalingen betreffende het accijnsregime van minerale olie ; het vierde tot inwerkingstelling van de artikelen 2 en 3. Daarmee blijft het ontwerp onvolledig.

Artikel 39, § 1, van de wet van 19 maart 1951 inzake accijnzen bepaalt :

"Met het oog op de vervroegde toepassing van de wijzigingen welke bij hoogdringendheid in de accijnzen moeten worden aangebracht, kan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, alle maatregelen voorschrijven, met inbegrip van de voorlopige storting van de accijnzen welke door de wet zullen worden vastgesteld.

De Koning zal bij de Wetgevende Kamers, dadelijk, zo zij vergaderd zijn, zoniet bij de opening van de eerstvolgende zittingstijd, een ontwerp van wet indienen strekkende tot het aanbrengen in de accijnzen van de wijzigingen, met het oog waarop bij toepassing van het eerste lid maatregelen zijn genomen".

Op grond van deze bevoegdheid heeft een koninklijk besluit van 26 november 1959 voorgeschreven, dat de accijns op minerale olie "voorlopig" volgens verhoogde tarieven wordt geheven.

.../...

Het ontwerp van wet bekrachtigt dit koninklijk besluit en dekt zodoende de toepassing die het heeft gevonden.

De bedoeling van de Regering is, de maatregelen die zij voorlopig heeft vastgesteld, blijvend te maken. Daarvoor kan niet worden volstaan met een bekrachtiging van het koninklijk besluit, maar moet, naar luid van het zoëven aangehaalde artikel 39 van de wet van 19 maart 1951, een wet "in de accijnzen de wijzigingen aanbrengen met het oog waarop maatregelen zijn genomen".

Krachtens dit artikel 39 kan de Regering alleen maar voorlopige maatregelen nemen, die vooruitlopen op een ontwerp van wet dat zij voornemens is aan de Wetgevende Kamers voor te leggen.

Het ontwerp van wet zou dus moeten worden opgesteld aan de hand van het ontwerp dat de Regering op 4 augustus 1959 heeft neergelegd (Parl.Doc. Kamer, zitting 1958-1959, nr 322/1); met andere woorden de artikelen van het koninklijk besluit van 26 november 1959 moeten in het ontwerp met de nodige aanpassingen worden overgenomen. De bekrachtiging zelf van het koninklijk besluit moet alleen voor het verleden gelden en moet ophouden uitwerking te hebben op de dag dat de ontwerp-wet in werking treedt.

.../...

In dat besluit zijn de artikelen 1, 2, 3, 4 en 9, die de accijns op minerale olie wijzigen, te onderscheiden van de artikelen 5, 6, 7 en 8, die alleen overgangsbepalingen zijn op grond waarvan de op 30 november 's morgens bestaande stocks moeten kunnen worden belast. De eerste reeks artikelen moet worden ingevoegd in de gecoördineerde wetten betreffende het accijnsregime van minerale olie, wil men dat die coördinatie haar waarde behoudt.

Ter wille van de eenheid van interpretatie behoren de nieuwe bepalingen naar het voorbeeld van de te vervangen bepalingen te worden geredigeerd, althans wanneer geen gewichtige reden een andere lezing noodzakelijk maakt. Zo zal soms van de tekst van het koninklijk besluit van 26 november 1959 moeten worden afgeweken.

\+

\+ +

De tabel met de indeling van minerale oliën wordt steeds ingewikkelder en de verwijzing dus steeds omslachtiger. Zo verwijst artikel 2 van het koninklijk besluit van 26 november 1959 naar "artikel 1, § 1, b, 1, A en b, 3, A, II, a".

De verwijzingen zouden overzichtelijker worden als voor de teksten met talrijke onderverdelingen een decimale indeling werd toegepast, zoals hierna wordt voorgesteld.

\+

\+ +

Artikel 9, tweede lid, van het koninklijk besluit van 26 november 1959 machtigt de directeur-generaal der douanen en accijnzen tot het vaststellen van de voorwaarden voor het mengen van lichte minerale olie met gasvormige carburants. Voor zover deze machtiging slaat op de uitoefening van de verordeningsbevoegdheid, ware het meer in overeenstemming met de beginselen van het publiek recht, haar niet aan een ambtenaar te verlenen.

\+

\+ +

Het zal onnodig zijn, de overgangsbepalingen van het koninklijk besluit betreffende de belasting van de stocks in het ontwerp van wet over te nemen : zij zijn slechts het gevolg van de wijzigingen in de accijns. Hun toepassing wordt gedekt door de bekrachtiging van het koninklijk besluit.

Met inachtneming van deze opmerkingen kunnen de artikelen van het ontwerp van wet als volgt worden gelezen :

"Artikel 1.-

Artikel 1 van de wetsbepalingen betreffende het accijnsregime van minerale olie, gecoördineerd op 22 mei 1957 en gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1.- § 1. De accijns en de bijzondere accijns op minerale olie verkregen door verwerking van aardolie, bruinkool, turf, olielei, enz. , welke hier te lande wordt vervaardigd of ingevoerd, worden geheven tegen het onderstaande tarief :

.../...

	Accijns.	Bijzondere accijns.
1. Ruwe petroleum	vrijstelling	nihil
2. Andere		
21. Lichte olie :		
211. voor industrieel gebruik :	vrijstelling	nihil
212. voor ander gebruik	370 fr per hl bij 15° C	75 fr per hl bij 15° C
22. Halfzware olie	40 fr per hl bij 15° C	nihil
23. Zware olie :		
231. Brandolie :		
2311 gasolie	30 fr per hl bij 15° C	10 fr per hl bij 15° C
2312 stookolie		
23121 gebruikt als grondstof in de nijverheid :	vrijstelling	nihil
23122 voor ander gebruik:	10 fr per 100 kg	nihil
232. Smeerolie	10 fr per 100 kg	nihil
233. Afval dat vloeibaar is bij 50° C	10 fr per 100 kg	nihil
234. Andere	vrijstelling	nihil.

.../...

§ 2. Aan de bij § 1 vastgestelde rechten zijn onderworpen, de soortgelijke produkten waarin het gewicht van de niet-aromatische bestanddelen dat van de aromatische bestanddelen overtreft.

§ 3. Aan de bij dit artikel vastgestelde rechten zijn niet onderworpen, de in § 1 genoemde minerale oliën die voor ten minste 90 t.h. van hun volume overdistilleren bij een temperatuur van 200°C of lager en waarin het gewicht van de aromatische bestanddelen dat van de niet-aromatische bestanddelen overtreft, ongeacht of zij zijn verkregen door het kraken van petroleum dan wel volgens een andere werkwijze".

Artikel 2.-

In artikel 2 van dezelfde wetsbepalingen worden de woorden : "van de onder b, 1, A, van dat artikel genoemde produkten" vervangen door de woorden : "van de in artikel 1, § 1, 211 en 23121 genoemde produkten".

Artikel 3.-

Artikel 3 van dezelfde wetsbepalingen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3. Ontheffing van de accijns en van de bijzondere accijns kan worden verleend in geval van uitvoer van de in artikel 1 bedoelde produkten. De Minister van Financiën is gemachtigd tot het bepalen van de voorwaarden waaronder de ontheffing wordt verleend".

.../...

Artikel 4.-

Artikel 4 van dezelfde wetsbepalingen wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 4. Ingevoerde produkten die lichte minerale olie bevatten worden onderworpen aan een accijns en een bijzondere accijns die als volgt zijn vastgesteld :

	Accijns	Bijzondere accijn
a) Produkt bevattende lichte minerale olie die ongeschikt is voor het aandrijven van motoren	vrijstelling	nihil
b) Andere produkten :		
1. die voor meer dan 10 t.h. doch niet meer dan 50 t.h. van hun volume lichte minerale olie bevatten	185 fr per hl.	37,5 fr per hl
2. die voor meer dan 50 t.h. van hun volume lichte minerale olie bevatten ..	370 fr per hl	75 fr per hl ".

Artikel 5.-

In dezelfde wetsbepalingen wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"Artikel 6bis. Mengsels van lichte minerale olie met andere gasvormige of vloeibare carburants dan motorbenzol zijn onderworpen aan de rechten vastgesteld in artikel 1, § 1, 212.

Deze mengsels mogen alleen onder de door de Minister van Financiën bepaalde voorwaarden worden verkregen".

Artikel 6.-

Artikel 10 van dezelfde wetsbepalingen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 10. De Minister van Financiën mag bepalen aan welke voorwaarden de in artikel 1, § 1, 212, bedoelde minerale oliën, in het land voorhanden, verkocht of gebruikt voor de aandrijving van motorvoertuigen moeten beantwoorden.

Hij mag ook alle andere maatregelen voorschrijven om te beletten dat de in artikel 1, § 1, 22, bedoelde halfzware minerale olie door vermenging of anderszins voor dezelfde behoeften wordt gebruikt".

Artikel 7.-

Artikel 12 van dezelfde wetsbepalingen wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Afgezien van de krachtens dit artikel opgelegde geldboeten, zijn de ontdoken rechten steeds opvorderbaar".

Artikel 8.-

Het koninklijk besluit van 26 november 1959 betreffende het accijnsregime van minerale olie wordt bekrachtigd. Het houdt op uitwerking te hebben de dag waarop deze wet in werking treedt.

Artikel 9.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

\+
\+ +

In de Kamer is thans een ontwerp van wet neergelegd tot wijziging van het accijnsregime van minerale olie (Parl. Doc. zitt. 1958-1959, nr 322/1). Als mocht blijken dat dit ontwerp niet goedgekeurd zal worden vóór het ontwerp waarover hier wordt geadviseerd, zou het goed zijn beide ontwerpen tot één te verwerken.

\+
\+ +

De memorie van toelichting wijst erop, dat de Luxemburgse Regering niet bereid is om de door de Belgische Regering overwogen maatregelen in hun geheel toe te passen. Daarom worden de verhogingen voor benzine en stookolie onder de naam "bijzondere accijns" geheven.

.../...

Binnen de korte tijd waarover hij heeft beschikt, heeft de Raad van State niet kunnen nagaan of deze verbreking van de gelijkheid der accijnzen in beide landen strookt met de verdragen betreffende de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.